

COVID 19

REUNION ACCUEIL HEBERGEMENT INSERTION – 20 mars 2020

Le Ministre a indiqué la création d'une cellule opérationnelle interministérielle de crise, qui ne repose plus seulement sur le ministère de la santé. Concernant les cas recensés, 25 cas préoccupants ont été recensés dans les LHSS à Paris), au plusieurs cas ont été identifiés au Centre de La Boulangerie (CHRS avec un très grand nombre de places à Paris), et plusieurs dizaines de cas recensés dans les centres d'hébergement en région. **La DGCS demande un système de remontées plus systématiques des cas de malades dans les structures. 133 places étaient opérationnelles au 20 mars dans des centres de confinement** - desserrement pour personnes SDF ayant contracté le virus, 400 places supplémentaires doivent l'être d'ici une semaine. L'ouverture progressive en régions se poursuit. Un centre de desserrement va être ouvert par l'AMPIL (Action méditerranéenne pour l'insertion sociale par le logement) à Marseille. Mobilisation- réquisition d'hôtels et locaux disponibles : **2000 places supplémentaires en Hébergement d'Urgence** dont 1500 déjà mobilisées par le Samu social de Paris sur IDF. 1000 places également identifiées dans les locaux de l'AFPA. Mobilisation possible des centres de vacances UCPA avec potentiellement 8000 lits. CP du ministère : <https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/covid-19-2000-places-dhotel-supplementaires-mobilisees-pour-heberger-des-sans-abris-les-3-premiers> **sur le détail des ouvertures de places, notamment dans les hauts de France, le Rhône, et l'IDF.** Évacuation avec hébergement du campement d'Aubervilliers à venir. **Une plateforme de recrutement service civique et bénévoles volontaires a été lancée par G Attal en début de semaine prochaine**, plutôt orientée sur l'aide alimentaire ; 200 000 éducateurs sportifs disponibles et qualifiés mobilisables. **Question posée sur la responsabilité de faire intervenir des jeunes sans formation particulière ni matériel de protection et dans un contexte de confinement.** Pour l'instant **pas de masques sauf pour les centres de confinement.** Une première distribution limitée faite samedi en IDF. Attention au marché parallèle de vente de masque non conformes. Problème épidémique au sein de la communauté Gitane à Perpignan. **Sur la verbalisation des personnes SDF dans le cadre des mesures de confinement : le Ministre de l'intérieur est saisi, les consignes sont données.** Travail en cours des asso (FAP) sur une aide aux ménages en situation d'impayés de loyer et énergie : demande d'une coordination avec l'Etat.

Positions des associations présentes :

- **Fermeture qui se confirme des services de première ligne** (accueils de jour, maraudes, aide alimentaire) et sur les personnes non hébergées qui vont être isolées et sans soutien.
- **Réitération de la demande de masques pour le maintien ouvert des structures, et demande que les structures AHI et DNA soient reconnue prioritaires au même titre que les autres ESMS.**
- **Inquiétude dans les FTM en sur occupation.** L'arrêt du travail provoque des regroupements propices au risque épidémique. Des cas de malades repérés en RS, salariés sans masque.

- **Difficultés dans les hébergements très collectifs** : 25 personnes confinées à la Boulangerie, une journée d'attente pour obtenir un médecin, constat de verbalisation des personnes et associations obligées de délivrer des attestations aux hébergées. Constat aussi de salariés des assos verbalisés et **demande d'autorisation de circulation globale pour les salariés du secteur**. Manque de gel hydro dans les structures, pénurie de blouses et tenue de protection
- **Augmentation ces 3 derniers jours de l'absentéisme dans les structures** (ex 30 % chez Emmaüs). **Pour le Ministre, les possibilités de réquisition des salariés sur les missions essentielles inscrites dans le PJ loi d'urgence ne concernent pas le secteur associatif.**
- **La fermeture des sanisettes publiques** dans plusieurs villes est une difficulté supplémentaire. De même des ruptures de prestation d'entretien dans les centres. L'Etat doit engager des discussions avec les prestataires et communes concernées.
- **Les asso demandent le déploiement des équipes mobiles sanitaires dans les centres.** Selon la DGCS, cela devrait déjà être en œuvre (équipes mobiles PASS et CARUD) : à vérifier sur le terrain.
- La FAS et quelques associations demandent **le versement d'une prime pour les salariés sur le terrain**, sur le modèle de ce qui a été annoncé par B Lemaire pour les services essentiels, prime qui doit être intégralement financée par l'Etat : le Ministre est d'accord pour expertiser.
- Plusieurs assos pointent **le manque d'organisation de crise des services de l'Etat au niveau local et défaut de coordination ARS- DRJCS.**
- Sur Calais, les expulsions continuent, malgré les consignes. **Nécessité d'un plan national coordonné d'intervention sanitaire et d'aide alimentaire dans les bidonvilles et campement (coordination DIHAL).**

La prochaine conférence téléphonique avec le Ministre est prévue le lundi 23 mars.